

Cour d'Appel de Reims

Tribunal de Grande Instance de Charleville-Mézières

APPEL P +MP  
(dispositif pénal)  
Appel incident de la  
SPA

Jugement du : 16/10/2017

Chambre correctionnelle

N° minute : [REDACTED]

N° parquet : [REDACTED]

## JUGEMENT CORRECTIONNEL

A l'audience publique du Tribunal Correctionnel de Charleville-Mézières le SEIZE OCTOBRE DEUX MILLE DIX-SEPT,

Composé de :

Président : Monsieur [REDACTED] juge,

Assesseurs : Madame [REDACTED] vice-président,  
Madame [REDACTED] magistrat à titre temporaire,

Assistés de Madame [REDACTED] greffière,

en présence de Madame [REDACTED] substitut,

a été appelée l'affaire

**ENTRE :**

Monsieur le PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE, près ce tribunal, demandeur et poursuivant

**PARTIE CIVILE :**

La S.P.A., dont le siège social est sis [REDACTED] 03200 VICHY FRANCE, partie civile, pris en la personne de son représentant légal, [REDACTED] non comparant représenté avec mandat par Maître [REDACTED] avocat au barreau de PARIS substituée par Maître [REDACTED] avocat au barreau des Ardennes ;

**ET**

**Prévenue :**

Nom : **KEIZER Cornélia**

née le [REDACTED] (PAYS-BAS)

de [REDACTED] et de [REDACTED]

Nationalité : française

Situation familiale : divorcé

Situation professionnelle : retraitée

Antécédents judiciaires : jamais condamnée

Demeurant : [REDACTED] 08220 VAUX LES RUBIGNY FRANCE

Situation pénale : libre

comparant assisté de [REDACTED] avocat au barreau de PARIS,

**Prévenue des chefs de :**

ABUS DE CONFIANCE faits commis du 1er janvier 2012 au 25 avril 2017 à VAUX LES RUBIGNY  
EXECUTION D'UN TRAVAIL DISSIMULE faits commis du 1er janvier 2012 au 25 avril 2017 à VAUX LES RUBIGNY  
IMPORTATION DE MEDICAMENTS VETERINAIRES SANS AUTORISATION, ENREGISTREMENT OU CERTIFICAT faits commis du 1er janvier 2012 au 25 avril 2017 à VAUX LES RUBIGNY  
DETENTION DE MEDICAMENT A USAGE VETERINAIRE SANS DOCUMENT JUSTIFICATIF REGULIER : FAIT REPUTE IMPORTATION EN CONTREBANDE faits commis du 1er janvier 2012 au 25 avril 2017 à VAUX LES RUBIGNY  
INTRODUCTION SUR LE TERRITOIRE D'ANIMAUX, DE LEURS PRODUITS, SOUS-PRODUITS ANIMAUX, PRODUITS DERIVES OU ALIMENTS POUR ANIMAUX NON CONFORMES AUX CONDITIONS SANITAIRES OU DE PROTECTION faits commis du 1er janvier 2012 au 25 avril 2017 à VAUX LES RUBIGNY  
ECHANGE INTRACOMMUNAUTAIRE D'ANIMAUX VIVANTS, DE LEURS PRODUITS, SOUS-PRODUITS ANIMAUX, PRODUITS DERIVES OU ALIMENTS POUR ANIMAUX NON CONFORMES AUX CONDITIONS SANITAIRES OU DE PROTECTION faits commis du 1er janvier 2012 au 25 avril 2017 à VAUX LES RUBIGNY  
ECHANGE INTRACOMMUNAUTAIRE D'ANIMAUX VIVANTS, DE LEURS PRODUITS, SOUS-PRODUITS ANIMAUX, PRODUITS DERIVES OU ALIMENTS POUR ANIMAUX SANS PRESENTATION DES DOCUMENTS SANITAIRES, DE SALUBRITE OU DE PROVENANCE faits commis du 1er janvier 2012 au 25 avril 2017 à VAUX LES RUBIGNY  
DETENTION DE PLUS DE NEUFS CHIENS SEVRES DANS DES INSTALLATIONS NON CONFORMES MALGRE MISE EN DEMEURE faits commis du 1er janvier 2012 au 25 avril 2017 à VAUX LES RUBIGNY  
MAUVAIS TRAITEMENTS ENVERS UN ANIMAL PLACE SOUS SA GARDE PAR L'EXPLOITANT D'UN ETABLISSEMENT DETENANT DES ANIMAUX faits commis du 1er janvier 2012 au 25 avril 2017 à VAUX LES RUBIGNY

**DEBATS**

A l'appel de la cause, le président a constaté la présence et l'identité de KEIZER Cornélia et a donné connaissance de l'acte qui a saisi le tribunal.

Le président informe la prévenue de son droit, au cours des débats, de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire.

Avant toute défense au fond, une exception de nullité relative à la procédure antérieure à l'acte de saisine a été soulevée par le conseil de KEIZER Cornélia.

Les parties ayant été entendues et le ministère public ayant pris ses réquisitions, le tribunal a joint l'incident au fond, après en avoir délibéré.

Le président a instruit l'affaire, interrogé la prévenue présente sur les faits et reçu ses déclarations.

Le conseil de la S.P.A. a été entendu en sa plaidoirie.

Le ministère public a été entendu en ses réquisitions.

Maître [REDACTED] conseil de KEIZER Cornélia a été entendu en sa plaidoirie.

Le prévenu a eu la parole en dernier.

Le greffier a tenu note du déroulement des débats.

**Le tribunal, après en avoir délibéré, a statué en ces termes :**

Une convocation à l'audience du 16 octobre 2017 a été notifiée à KEIZER Cornélia le 17 mai 2017 par un agent ou un officier de police judiciaire sur instruction du procureur de la République et avis lui a été donné de son droit de se faire assister d'un avocat. Conformément à l'article 390-1 du code de procédure pénale, cette convocation vaut citation à personne.

KEIZER Cornélia a comparu à l'audience assistée de son conseil ; il y a lieu de statuer contradictoirement à son égard.

Elle est prévenue :

- d'avoir à VAUX LES RUBIGNY 08220, , en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, entre le 1 janvier 2012 et le 25 avril 2017, détourné et encaissé des fonds qui lui avaient été remis pour l'association LOU RAVI, en l'espèce avoir encaissé 41 353 euros., faits prévus par ART.314-1 C.PENAL. et réprimés par ART.314-1 AL.2, ART.314-10 C.PENAL.
- d'avoir à VAUX LES RUBIGNY 08220, , en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, entre le 1 janvier 2012 et le 25 avril 2017, intentionnellement exercer dans un but lucratif une activité de prestation de services, en l'espèce en exerçant l'activité d'élevage et de vente de chiens en se soustrayant à l'obligation de requérir son immatriculation au registre du commerce et des sociétés et en se soustrayant aux déclarations devant être faites à l'administration fiscale., faits prévus par ART.L.8224-1, ART.L.8221-1 AL.1 1°, ART.L.8221-3, ART.L.8221-4, ART.L.8221-5, ART.L.8221-6 C.TRAVAIL. et réprimés par ART.L.8224-1, ART.L.8224-3, ART.L.8224-4 C.TRAVAIL.
- d'avoir à VAUX LES RUBIGNY 08220, , en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, entre le 1 janvier 2012 et le 25 avril 2017, importé des médicaments vétérinaires en l'espèce du DROSERAHOMACCORD, du CEREBRUM-COMPOSITUM, du HORMEL SN, du CALCITAT50, du TARTARUS STIBIATUS-INJEEL FORT, du VIRBAC, du BANMINTH PASTA HOND, du CINNARIZINE, du STRONGLOD, du DIERGENEESMIDDEL, du CLAVUBACTIN, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation d'importation., faits prévus par ART.L.5441-8 2°, ART.L.5142-7,

ART.L.5141-1 C.SANTE.PUB. et réprimés par ART.L.5441-8, ART.L.5441-11 C.SANTE.PUB.

- d'avoir à VAUX LES RUBIGNY 08220, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, entre le 1 janvier 2012 et le 25 avril 2017, commis l'infraction suivante : détention de médicament a usage vétérinaire sans document justificatif régulier : fait réputé importation en contrebande, en l'espèce avoir détenu des médicaments provenant des Pays-Bas sans ordonnance., faits prévus par ART.419 §1, ART.215-BIS, ART.38 §4 C.DOUANES. ART.L.5142-7 C.SANTE.PUB. et réprimés par ART.419 §2,§3, ART.414 AL.1, ART.435, ART.436, ART.438, ART.432-BIS, ART.369 C.DOUANES.
- d'avoir à VAUX LES RUBIGNY 08220, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, entre le 1 janvier 2012 et le 25 avril 2017, commis l'infraction suivante : introduction sur le territoire d'animaux, de leurs produits, sous-produits animaux, produits dérivés ou aliments pour animaux non conformes aux conditions sanitaires ou de protection, en l'espèce avoir introduit des chiens loups de Saarloos sur le territoire national, sans autorisation., faits prévus par ART.L.237-3 §I 1°, ART.L.236-1 AL.1 C.RURAL. et réprimés par ART.L.237-3 §I AL.1, AL.8, §II C.RURAL.
- d'avoir à VAUX LES RUBIGNY 08220, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, entre le 1 janvier 2012 et le 25 avril 2017, commis l'infraction suivante : échange intracommunautaire d'animaux vivants, de leurs produits, sous-produits animaux, produits dérivés ou aliments pour animaux non conformes aux conditions sanitaires ou de protection en l'espèce avoir échangé des chiens dans différents pays de l'espace Schengen sans autorisation., faits prévus par ART.L.237-3 §I 2°, ART.L.236-1 AL.1, ART.L.236-2 AL.1 C.RURAL. et réprimés par ART.L.237-3 §I AL.1, AL.8, §II C.RURAL.
- d'avoir à VAUX LES RUBIGNY 08220, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, entre le 1 janvier 2012 et le 25 avril 2017, commis l'infraction suivante : échange intracommunautaire d'animaux vivants, de leurs produits, sous-produits animaux, produits dérivés ou aliments pour animaux sans présentation des documents sanitaires, de salubrité ou de provenance en l'espèce avoir échangé des animaux sans présentation des documents sanitaires de salubrité ou de provenance., faits prévus par ART.L.237-3 §I 4°, ART.L.236-5, ART.L.236-8 C.RURAL. et réprimés par ART.L.237-3 §I AL.1, AL.8, §II C.RURAL.
- d'avoir à VAUX LES RUBIGNY 08220, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, entre le 1 janvier 2012 et le 25 avril 2017, commis l'infraction suivante : détention de plus de neuf chiens sevrés dans des installations non conformes malgré mise en demeure en l'espèce avoir détenu 133 chiens dans des installations non conformes., faits prévus par ART.L.215-10 2°, ART.L.214-6-1 §II, ART.L.206-2 §I C.RURAL. ART.1 ANX.I ARR.MINIST DU 25/10/1982. et réprimés par ART.L.215-10 AL.1, AL.7 C.RURAL.
- d'avoir à VAUX LES RUBIGNY 08220, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, entre le 1 janvier 2012 et le 25 avril 2017, commis l'infraction suivante : mauvais traitements envers un animal placé sous sa garde par l'exploitant d'un établissement détenant des animaux en l'espèce avoir placé les animaux dans des box risquant de blesser les chiens, de part leur

vétusté et leur dégradation., faits prévus par ART.L.215-11 AL.1 C.RURAL. et réprimés par ART.L.215-11 AL.1, AL.2, AL.3 C.RURAL.

Le 27 janvier 2015, le parquet de Charleville-Mézières était destinataire d'un courrier anonyme indiquant que depuis plusieurs années, Cornélia KEIZER élèverait des chiots de race chien-loup dans des conditions d'hygiène inacceptables et qu'elle se livrerait également, sous couvert de l'association « Lou Ravi », à la vente de 70 à 100 chiots par an et ce sans aucune autorisation, le tout au sein de son domicile [REDACTED] situé sur la commune de VAUX LES RUBIGNY. Une enquête préliminaire était alors diligentée.

Au 28 janvier 2016, il résultait des recensements effectués que l'association détenait 3 chiens et que 113 étaient déclarés au nom de Cornélia KEIZER.

Le 28 novembre 2016, l'association Société Protectrice des Animaux (SPA) déposait plainte à l'encontre de Cornélia KEIZER en expliquant avoir déjà déposé une première plainte en 2012 et que depuis la situation ne s'était pas arrangée, les animaux dont elle avait la garde vivant toujours dans des conditions déplorables. Elle joignait à sa plainte des photographies des lieux et des témoignages, dont celui de [REDACTED] qui indiquait avoir aidé Cornélia KEIZER bénévolement dans ses activités. Il expliquait qu'il y avait 83 chiens adultes sur place, pour certains d'une « maigreur extrême ». Il indiquait néanmoins que la nourriture était donnée en quantité suffisante mais non surveillée, de sorte que les chiens les plus dominants mangeaient la part des autres. Il précisait que trois chiens vivaient dans l'obscurité totale et qu'une vingtaine de chiens décéderaient par an d'une mort non naturelle. [REDACTED] relatait le cas de deux chiens adoptés auprès de Cornélia KEIZER, dont la situation était évoquée sur les réseaux sociaux. En effet, il expliquait que si à l'adoption les chiens se trouvaient dans un état de maigreur extrême, ils avaient depuis pris du poids, ce qui traduisait selon l'intéressé l'inadaptation de l'alimentation lorsqu'ils étaient chez Cornélia KEIZER.

Différents témoins étaient entendus par les enquêteurs et notamment :

- [REDACTED] qui indiquait avoir acheté à Cornélia KEIZER deux chiens dont l'un en 2012, payé 1.500 euros par chèque, après que cette dernière lui ait certifié que les parents étaient inscrits LOF. Elle expliquait néanmoins avoir découvert en 2014 que la filiation de l'un de ses chiens était fausse, Cornélia KEIZER lui ayant alors révélé qu'effectivement le père du chien qu'elle avait acheté n'avait pas de papiers. Elle ajoutait que les chiens n'étaient pas battus mais qu'ils manquaient de soins et qu'ils ne mangeaient pas beaucoup. Elle précisait que Cornélia KEIZER faisait faire de nombreuses portées.

- [REDACTED] qui indiquait que Cornélia KEIZER utilisait l'affixe hollandais LOU BARTAR et amenait des chiots nés en France aux Pays Bas pour les faire pucer. Elle expliquait que pour permettre à Cornélia KEIZER de faire cet aller-retour il lui est arrivé de rester sur l'exploitation à VAUX LES RUBIGNY. Concernant les conditions de vie des animaux, elle parlait de « catastrophe », de « chiens malades, affamés, qui s'entre tuaient » et ajoutait que Cornélia KEIZER effectuait de nombreuses portées.

Les investigations bancaires réalisées permettaient de mettre en évidence qu'il existait deux comptes bancaires ouverts, l'un au nom personnel de Cornélia KEIZER

et l'autre au nom de « *Lou Ravi* », dont l'adresse fournie était celle de Cornélia KEIZER. L'analyse de ces deux comptes bancaires entre 2012 et 2015 démontrait une nette différence entre les sommes créditées sur le compte personnel de Cornélia KEIZER et sur le compte de l'association, les sommes encaissées sur le premier étant bien plus importantes. De plus, l'analyse des chèques permettait de constater que certains portaient deux écritures différentes, ce qui laissait supposer aux enquêteurs que parfois les émetteurs ne remplissaient pas l'ordre des chèques et que Cornélia KEIZER les encaissait à son nom.

Les émetteurs des chèques étaient alors contactés par les enquêteurs, qui recevaient 81 retours de lettres de plainte. Il ressortait des courriers envoyés par certaines de ces personnes qu'elles avaient émis ces chèques pour l'achat de chiens ou fait de simples dons à l'association.

L'étude des comptes bancaires démontrait également qu'entre 2012 et 2015, Cornélia KEIZER résidait principalement en France, conformément à sa présence nécessaire sur le lieu de son activité. Cette même étude démontrait que si elle avait perçu des revenus non négligeables de la vente de chiens, pour autant la direction des finances publiques constatait qu'aucun revenu n'était déclaré en France.

Une perquisition était réalisée au domicile de Cornélia KEIZER le 25 avril 2017, qui permettait la découverte dans un local servant de pharmacie de plusieurs médicaments importés d'Allemagne ou des Pays-Bas, et la présence de 113 chiens. Les enquêteurs découvraient également la présence de plusieurs passeports (néerlandais, finlandais, français) sans aucun n° d'identification ni de nom de chien, alors même que certains étaient porteurs d'une étiquette de vaccin d'un vétérinaire français, ce qui laissait supposer que l'animal avait été importé sans vaccination.

Cornélia KEIZER était entendue le jour même audition libre puis dans le cadre d'une garde à vue le 3 mai 2017. Elle indiquait avoir la double nationalité française et hollandaise, et résider en France depuis 1996. Elle expliquait avoir créé deux associations, la première « *Lou Ravi* » il y a environ 12 ans, et la seconde « *Les loups ravis* » pour remplacer la première afin d'obtenir davantage de visibilité sur les moteurs de recherche.

Elle ajoutait avoir un affixe aux Pays Bas, « *Louba-tar* », qu'elle n'utilisait plus depuis 3 ans et un affixe français, « *De Daim Pre* » toujours actif. Elle reconnaissait pratiquer l'activité d'élevage de chien, sa passion, sans aucune autorisation particulière, expliquant vendre les chiens qui naissaient chez elle afin d'obtenir de l'argent pour lui permettre de nourrir et soigner les autres chiens. Elle ajoutait que lorsqu'elle ne parvenait pas à vendre les chiots qui naissaient, elle les conservait, raison pour laquelle elle se trouvait avec autant de chiens en sa possession. Elle expliquait avoir comme ressources une pension de retraite aux Pays-bas de 1.700€, et percevoir des revenus de la vente de chiens qu'elle ne déclarait pas à l'administration fiscale.

Elle reconnaissait que les dépôts de chèques constatés lors des investigations ainsi qu'une partie des versements en espèce effectués sur son compte provenaient de la vente de chiens. Concernant les passeports retrouvés à son domicile, elle n'avait pas d'explication particulière sur le fait que certains étaient vierges ou ne comportaient pas l'identification du chien en question, alors même qu'un vaccin avait été réalisé. Cornélia KEIZER reconnaissait transporter jusqu'en France des chiens nés aux Pays-Bas dans des cages de transport, dans son fourgon, pensant qu'elle n'avait besoin d'aucune autorisation dans l'espace Schengen. Elle ajoutait qu'un vétérinaire venu des

Pays-bas venait une fois par an pour vacciner et vermifuger les chiens de manière bénévole. Elle indiquait manquer de moyens, raison pour laquelle il n'y avait pas de véritable entretien des lieux et une négligence des installations mais maintenait fermement ne pas avoir maltraité les chiens. Elle reconnaissait que la séparation entre son compte personnel et celui de l'association « *n'était pas nette* » et reconnaissait l'ensemble des infractions reprochées sauf la maltraitance. Elle souhaitait que les chiens soient placés auprès d'associations capables de les prendre en charge.

Un rapport de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du 12 octobre 2017 permettait d'indiquer qu'à la suite de nouvelles dénonciations concernant Cornélia KEIZER, les agents de la Préfecture avaient effectué un nouveau contrôle au lieu dit La Briquetterie et avaient constaté que le nombre de chiens détenus sur la propriété était conforme à la législation en vigueur, et relevaient l'absence de chiot et de chienne visuellement gestante, situation qui s'avérait être conforme à la loi.

### **SUR L'ACTION PUBLIQUE**

#### **- Sur les conclusions de nullité :**

La défense sollicite in limine litis la nullité de deux procès-verbaux d'audition de [REDACTED] ainsi que des témoignages versés aux débats par la partie civile au motif que les témoins n'ont pas prêté serment avant leur déposition, de sorte qu'ils n'encourent pas la peine prévue à l'article 434-13 du Code pénal dans l'hypothèse d'un faux témoignage.

Toutefois, le tribunal constate qu'il ne résulte d'aucun texte ni d'aucun principe substantiel de procédure pénale que le témoin entendu au stade de l'enquête doive prêter serment à peine de nullité de l'audition.

En conséquence, il convient de rejeter les moyens de nullité soulevés et il n'y a pas lieu d'écarter des débats ces pièces de procédure.

#### **- Sur la culpabilité :**

##### **• Sur l'abus de confiance :**

Au vu des éléments du dossier et des débats à l'audience, le tribunal estime que l'infraction d'abus de confiance reprochée à Cornélia KEIZER n'apparaît pas suffisamment caractérisée, dans la mesure où s'il est indéniable que des sommes devant revenir à l'association ont été encaissées sur son compte personnel, il n'en demeure pas moins qu'elles ont été employées dans l'intérêt des chiens dont elle avait la garde. Il conviendra, en l'absence de volonté manifeste de détournement, de la relaxer de ce chef de prévention.

Il apparaît en revanche que l'ensemble des autres infractions sont caractérisées par les constatations régulières des procès-verbaux, les photographies jointes en procédure, les différents témoignages recueillis et les déclarations de la prévenue.

##### **• Sur le travail dissimulé :**

Il résulte des pièces de la procédure, notamment des diligences accomplies auprès des Finances Publiques, des déclarations réitérées de Cornélia KEIZER et des explications données à l'audience par les services vétérinaires que cette dernière s'est rendue

coupable de l'infraction de travail dissimulé.

En effet, Cornélia KEIZER a effectivement exercé l'activité d'élevage et de vente de chiens, sans déclaration ni inscription auprès des services compétents. A ce titre, il a été précisé à l'audience par la représentante des services vétérinaires que la prévenue ne se contentait pas d'être un refuge pour les animaux comme elle a pu le prétendre à l'audience, mais qu'il s'agissait effectivement d'élevage dans la mesure où il y avait accouplements.

**• Sur l'importation et la détention de médicaments vétérinaires**

La perquisition réalisée au domicile de Cornélia KEIZER a permis la découverte de plusieurs médicaments vétérinaires importés notamment d'Allemagne ou des Pays-Bas.

La prévenue a effectivement reconnu ne pas avoir sollicité d'autorisation particulière préalable à cette importation sur le territoire national et n'a pas été en mesure de justifier de la détention régulière de ces médicaments.

**• Sur l'introduction d'animaux non conformes aux conditions sanitaires ou de protection, sur l'échange intracommunautaire d'animaux ou produits dérivés non conformes aux conditions sanitaires, sur l'absence de présentation des documents sanitaires de salubrité ou de provenance et la détention de plus de 9 chiens sevrés dans des installations non conformes**

Il ressort des passeports étrangers découverts en perquisition tout comme des déclarations constantes de Cornélia KEIZER que cette dernière a introduit sur le territoire national des chiens loups Saarloos depuis les Pays-Bas, en les transportant dans des cages de son fourgon, et ce sans autorisation préalable.

L'analyse des différents passeports finlandais et néerlandais retrouvés au cours de la perquisition, s'avèrent pour certains vierges, non remplis, ou dont l'étiquette d'identification a été arrachée.

De la même manière, la date et le tampon d'un vétérinaire néerlandais montrent l'activité de ce dernier en France, alors qu'il même n'est pas inscrit au conseil de l'ordre des vétérinaires français.

Enfin, les investigations réalisées par les enquêteurs ont permis de constater la présence au domicile de Cornélia KEIZER de 113 chiens au jour de la perquisition, dans des installations non conformes et ce malgré les mises en demeure qui lui avaient été préalablement adressées.

Ces infractions sont en outre reconnues par Cornélia KEIZER.

**• Sur les faits de mauvais traitement envers animal**

Le tribunal relève que si Cornélia KEIZER a toujours nié les faits de mauvais traitement envers animal, force est de constater que cette infraction est caractérisée par les éléments suivants :

- les témoignages de [REDACTED], [REDACTED], [REDACTED] faisant tous référence à l'état de maigreur anormale des chiens,
- les constatations matérielles et photographies réalisées par les enquêteurs lors de la perquisition, permettant de constater la vétusté et la dégradation des locaux,

- les constatations réalisées par les vétérinaires,
- les déclarations de la prévenue, qui a elle-même concédé que faute de moyen, elle avait négligé les installations matérielles permettant d'accueillir les animaux dans des conditions décentes.

**- Sur le choix de la peine :**

Agée de 69 ans, Cornélia KEIZER est retraitée et a indiqué percevoir une pension de 1.700 euros environ.

Son casier judiciaire est vierge.

La nature, l'ampleur et la multiplicité des faits justifient le prononcé d'une peine d'emprisonnement d'un quantum de quatre mois, et ce en dépit de l'absence d'antécédents.

Pour autant, afin de tenir compte d'une part de l'attitude positive de Cornélia KEIZER, qui s'est notamment mise en conformité avec la loi et d'autre part de cette absence d'antécédent judiciaire, cette peine sera intégralement assortie du sursis, en application des dispositions des articles 132-30 et suivants du code pénal.

Le tribunal ordonne la confiscation de l'ensemble des biens placés sous main de justice et des scellés. Néanmoins, au vu de l'ensemble de ces éléments, il n'y a pas lieu d'ordonner la confiscation des chiens dont Cornélia KEIZER a encore la garde.

**SUR L'ACTION CIVILE**

Respectant le formalisme prescrit par le code de procédure pénale, la constitution de partie civile de la SPA doit être déclarée recevable.

Au vu de l'objet social défendu par l'association et la prise en charge par cette dernière de 119 chiens appartenant à Cornélia KEIZER, il convient de faire droit intégralement à la demande indemnitaire présentée et lui allouer la somme de 2.000 euros.

Il serait inéquitable de laisser à la charge de la partie civile les sommes exposées par elle et non comprises dans les frais.

En conséquence, il convient de lui allouer la somme de six cents euros (600 euros) au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale.

Enfin, l'exécution provisoire des dispositions civiles sera ordonnée.

**PAR CES MOTIFS**

Le tribunal, statuant publiquement, en premier ressort et  
contradictoirement à l'égard de KEIZER Cornélia et la S.P.A. ,

**REJETTE** les exceptions de nullité soulevées ;

### **SUR L'ACTION PUBLIQUE :**

**Relaxe KEIZER Cornélia pour les faits d'ABUS DE CONFIANCE commis du 1er janvier 2012 au 25 avril 2017 à VAUX LES RUBIGNY ;**

**Déclare KEIZER Cornélia coupable du surplus des infractions ;**

**Condamne KEIZER Cornélia à un emprisonnement délictuel de QUATRE MOIS.**

**Vu l'article 132-31 al.1 du code pénal ;**

**Dit qu'il sera sursis totalement à l'exécution de cette peine, dans les conditions prévues par ces articles ;**

Et aussitôt, le président, suite à cette condamnation assortie du sursis simple, a donné l'avertissement, prévu à l'article 132-29 du code pénal, à la condamnée en l'avisant que si elle commet une nouvelle infraction, elle pourra faire l'objet d'une condamnation qui sera susceptible d'entraîner l'exécution de la première peine sans confusion avec la seconde et qu'elle encourra les peines de la récidive dans les termes des articles 132-9 et 132-10 du code pénal.

**Ordonne à l'encontre de KEIZER Cornélia la confiscation des biens saisis, placés sous main de justice et des scellés. ;**

**Dit n'y avoir lieu à la confiscation des chiens appartenant à KEIZER Cornélia et se trouvant sur son exploitation ;**

En application de l'article 1018 A du code général des impôts, la présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure de 127 euros dont est redevable KEIZER Cornélia ;

La condamnée est informée qu'en cas de paiement du droit fixe de procédure dans le délai d'un mois à compter de la date où elle a eu connaissance du jugement, elle bénéficie d'une diminution de 20% de la somme à payer.

### **SUR L'ACTION CIVILE :**

**Déclare recevable la constitution de partie civile de la S.P.A. ;**

**Déclare KEIZER Cornélia responsable du préjudice subi par la S.P.A., partie civile ;**

**Condamne KEIZER Cornélia à payer à la S.P.A., partie civile, la somme de deux mille euros (2000 euros) en réparation du préjudice subi en vertu de l'objet social défendu par l'association ;**

**En outre, condamne KEIZER Cornélia à payer à la S.P.A., partie civile, la somme de 600 euros au titre de l'article 475-1 du code de procédure pénale ;**

**Ordonne l'exécution provisoire des dispositions civiles de cette décision ;**

**Par le présent jugement, le président informe la partie civile de la possibilité de saisir**

la commission d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI) en application des dispositions des articles 706-5 et 706-15 du code de procédure pénale ; Si la partie civile ne remplit pas les conditions pour l'indemnisation par la CIVI, elle peut saisir le Service d'Aide au Recouvrement des Victimes d'Infractions (SARVI) dans les conditions prévues aux articles 706-15-1 et 706-15-2 du code de procédure pénale ;

Et le présent jugement ayant été signé par le président et la greffière,

LA GREFFIERE



LE PRESIDENT

